

D'un étudiant à l'autre.

Stéphane Beaud, *80% au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, La Découverte, 2002, pp. 213-214.

« On pourrait opposer, presque trait pour trait, les idéaux-types de l'étudiant d'origine populaire des années 1960 et ceux de l'étudiant des années 1990, le « miraculé scolaire », qui a conquis ses premiers titres de noblesse culturelle au lycée (non sans déchirement et renoncement), et a été pris de boulimie culturelle en entrant à l'université et en quittant le domicile familial, goûtant les avantages de la sociabilité étudiante, fréquentant avec plus ou moins d'avidité les œuvres de la culture légitime, l'étudiant de quartier HLM des années 1990, ancien lycéen « moyen », qui a accédé à l'université par défaut, continuant de vivre chez ses parents (et ici dans « sons quartier »), sans aspiration intellectuelle et rebuté par la culture légitime, impuissant face aux examens, coupé entièrement de toute sociabilité étudiante et rêvant avant tout d'un « boulot » stable. L'étude ethnographique des manières d'étudier de ce petit groupe de jeunes de Granvelle a mis en évidence les effets préjudiciables de l'absence d'encadrement pédagogique en faculté et de la proximité entre celle-ci et le quartier. Les dispositions inculquées au cours de leur enfance et de leur adolescence dans le quartier continuent de structurer leur personnalité sociale.

Si l'on se place d'un point de vue de politique universitaire, on peut légitimement s'interroger sur le coût social de la décentralisation des universités, dont la logique obéit essentiellement aux enjeux et aux luttes politiques au niveau local — avoir dans « sa » ville, « son » université de manière à l'inscrire au crédit du bilan d'exercice d'un mandat de maire ou de député — et laisse bien évidemment de côté la question des conditions sociales de la réussite des études. L'enquête ethnologique montre, dans le cas présent, que les facultés de « proximité », loin de toujours favoriser les études supérieures des enfants des classes populaires, privent notamment les étudiants de la « cité » d'une immersion dans un « milieu » étudiant dont on sait pourtant qu'elle fonctionne très fréquemment, dans les grands centres régionaux, comme une insistance de socialisation universitaire. En supprimant les obstacles, notamment économiques, à la poursuite d'études des étudiants d'origine populaire, les antennes universitaires serviraient l'objectif de démocratisation de l'enseignement supérieur. L'enquête de terrain montre que ces étudiants, qui continuent à résider dans leur quartier, se trouvent pris dans le piège de la facilité de la vie étudiante « à domicile » : l'acculturation à la vie étudiante ne se fait pas, la distance avec le monde des livres se maintient, si bien que beaucoup replongent dans les « histoires » du quartier. Ces « pseudo-facs », pour reprendre l'expression d'un autre enquêté (issu, lui, d'une famille de classe moyenne), ne contribuent pas à élargir l'horizon géographique des étudiants d'origine populaire. S'il n'existe pas un fort militantisme de la part des enseignants et un volontarisme institutionnel pour contrecarrer les lois de la reproduction scolaire et sociale, il y a de fortes chances pour qu'elles enferment ces étudiants de cité dans leurs anciens réseaux d'appartenance. Les antennes universitaires risquent bien d'être de fausses bonnes solutions. Aujourd'hui, ce dont ont grand besoin les enfants de classes populaires qui entrent en première année de DEUG, ce sont avant tout de meilleures conditions d'apprentissage au travail universitaire : un encadrement plus proche et suivi de la part des enseignements, des bibliothèques dignes de ce nom, des locaux pour travailler, des lieux de sociabilité universitaire qui favorisent la création de groupes de pairs et permettent de lutter contre l'anomie du DEUG. La politique de création d'antennes universitaires, dispendieuses, contribue à empêcher la réalisation de ces objectifs et, à ce titre, est inefficace pour assurer la démocratisation de l'enseignement supérieur. »¹

¹ L'auteur ajoute à son analyse quelques éléments supplémentaires : 1) l'inadéquation du niveau de service de l'université et de celui de l'offre culturelle de son lieu d'implantation, témoignant d'un volontarisme aménageur résolument optimiste, n'est pas pour aider l'acculturation par la socialisation étudiante ; 2) la massification de l'enseignement supérieur s'accompagne de créations de postes et donc de débouchés pour les jeunes docteurs.